

Communiqué de presse

Bruxelles, le 22 octobre 2016.

« Osons un plan Industriel pour Bruxelles »

« Osons un plan Industriel pour Bruxelles »

Il y a urgence. L'industrie fout le camp ! En Flandre, OPEL Anvers (2010) et FORD Genk (2014) ont plié bagages. En Wallonie, Arcelor MITTAL (2013) et, plus récemment, CATERPILLAR (2016) ont notamment choisi le chemin de l'exil. Et Bruxelles ? Bruxelles n'est pas en reste : Citroën à Forest, Nestor Martin à Ganshoren, Côte d'Or à la Gare du Midi, Philip Morris à Ixelles..., tout cela est fini : les grands établissements industriels ont progressivement quitté la Région bruxelloise. Difficile de croire aujourd'hui qu'au moment de la grève de 60-61, Bruxelles était la ville industrielle la plus importante de Belgique en termes d'emplois ! À l'intérieur des dix-neuf communes, un peu plus de 166.000 personnes sont alors occupées dans l'industrie, contre près de 100.000 à Liège, 87.000 à Anvers, 56.000 à Charleroi et 48.000 à Gand. Une situation révolue... : aujourd'hui – derniers chiffres disponibles, soit 2013 – l'industrie manufacturière bruxelloise ne compte plus que 19.000 postes de travail, soit 3% de l'emploi salarié bruxellois (et 1,4% pour les seuls ouvriers).

Ces constats ont amené la FGTB à déposer sur la table du gouvernement bruxellois un plan industriel ambitieux pour notre Région, visant à mettre en place une politique industrielle du 21^{ème} siècle

1) compatible avec les réalités bruxelloises, 2) innovante et 3) keynésienne – c-à-d couplée à des investissements publics.

L'industrie à Bruxelles ? nécessaire et possible !

La FGTB est persuadée de la nécessité de maintenir une activité industrielle à Bruxelles pour deux raisons essentielles.

D'une part, pour des raisons économiques : l'industrie est un secteur créateur de richesses qui assure des échanges commerciaux, engage des efforts substantiels en recherche-développement et génère une valeur ajoutée importante à l'échelle belge (15% du PIB, à l'échelle Belge, en 2014).

D'autre part, pour des raisons sociales : l'industrie est, à sa manière garante, de la diversité sociale en matière d'emplois... et d'activités, bien entendu. Ce qui est précieux pour nous qui sommes soucieux de ne pas abandonner la région bruxelloise à un destin purement administratif et au marché immobilier...

Et puis, la FGTB Bruxelles est convaincue que la région bruxelloise dispose des atouts nécessaires pour relever ce défi : Bruxelles dispose d'une réserve de main-d'œuvre importante, peut compter sur une population jeune, est un lieu de savoir – regroupant notamment sur son territoire une belle série d'établissements universitaires – et propose une offre de services importante qui ouvre des perspectives quant à la mise en place d'une économie circulaire. Ainsi, plus de 93.000 entreprises sont-elles actives sur le territoire bruxellois...

Un plan d'actions en 5 points

Avant toute chose, pour la FGTB, il est primordial de **sauvegarder les zones industrielles existantes**.

Or, des espaces initialement affectés à l'industrie, comme les quais du canal, sont désormais affectés au logement (ce qui est, convenons-en, socialement justifié et économiquement...plus intéressant !).

Conséquence : en moyenne, comme l'indique *Citydev*, 8.500 m² d'activités productives disparaissent chaque mois en Région bruxelloise. Dans ces conditions, si l'on ne fait rien, l'industrie sera purement et simplement asphyxiée à Bruxelles.

A la sauvegarde de ces zones, se couple la nécessité de **faire de la mobilité une priorité économique**. Aujourd'hui, la congestion rend difficile le transport des marchandises. Les déplacements

professionnels sont également de plus en plus problématiques dans Bruxelles. Le développement d'un réseau-pilote de petits centres de distribution urbaine multimodaux, la création effective de parkings de dissuasion, une rationalisation de l'utilisation du réseau ferroviaire et fluvial contribueront, notamment, à l'activité industrielle.

Mais la relance de l'industrie nécessitera des moyens. Des moyens difficiles à trouver dans un contexte budgétaire hostile. Il a dès lors été proposé au gouvernement bruxellois, dans le cadre de la réforme des groupes-cibles, de **convertir tout ou partie des anciennes réductions ONSS des entreprises industrielles en investissements productifs**. Et ce afin que le montant des aides perdues par les entreprises industrielles soit réinjecté dans un Fonds d'investissement de type « *Invest for Jobs* », géré paritairement par les interlocuteurs sociaux sectoriels de notre Région. Ceci correspondrait donc à un réinvestissement direct dans l'aide au développement de l'industrie.

Enfin, pleinement consciente des défis de la **nouvelle économie**, la FGTB Bruxelles a également invité la Région à investir la révolution numérique (FabLab, 3D, ... : Bruxelles a le potentiel pour se positionner comme un centre en matière d'entreprises innovantes), à investir l'**économie circulaire** (à savoir transformer les déchets urbains en ressources industrielles (ex : véhicules polluants déclassés, ...). Bruxelles dispose, en effet, de réels atouts pour se positionner comme ville-pilote en matière d'économie circulaire, notamment grâce à son opérateur public de propreté publique, important pourvoyeur d'emplois. Et, last but not least, nous avons invité la Région à investir l'**économie de la fonctionnalité**, qui consiste à remplacer la vente de biens par la vente de l'usage de ces biens (ou de services associés), en intégrant les exigences environnementales et sociales des citoyens.

En marge de ces éléments, un appui à l'industrie locale, qui se traduirait notamment par un soutien à l'**artisanat alimentaire** (bière, chocolat, ...) ne saurait être négligé.

Forte de ces propositions, la FGTB Bruxelles entend mobiliser et rassembler autour de ce projet... afin d'éviter que comme l'Espagne - qui, suite à l'abandon de l'industrie, a connu des déficits commerciaux massifs – Bruxelles ne se réveille, dans 20 ans, avec la gueule de bois.

Contact : Stéphane LALOUX – 0478/233.986